

Tendances conjoncturelles

1^{er} trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Une activité économique en demi-teinte

L'orientation de l'activité économique de l'archipel, en légère amélioration en fin d'année 2013, est plus mitigée au premier trimestre 2014.

En effet, alors que la consommation des ménages montre des signes d'amélioration, l'investissement des entreprises marque le pas en ce début d'année. Les crédits d'investissement sont notamment en recul.

Après avoir connu une stabilisation de son rythme de croissance au dernier trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation diminue au premier trimestre, principalement sous l'effet de la baisse des prix du fioul de chauffage. Le rythme de croissance des importations ralentit, tiré vers le bas par la forte contraction des importations de produits bruts. Les exportations chutent de presque moitié sur le trimestre.

Sur le plan sectoriel, le constat est également contrasté, avec une orientation favorable du secteur de la pêche industrielle et artisanale, mais une activité touristique qui stagne, même si les chiffres d'entrées de touristes canadiens sont encourageants. Bien que ne disposant pas de données chiffrées, l'IEDOM relève également les fortes inquiétudes des opérateurs économiques des secteurs du commerce et du BTP.

UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE CANADIENNE PEU VIGOREUSE

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,2 % en février, confirmant que le recul enregistré en décembre 2013 (-0,4 %) était largement attribuable aux intempéries. La production des industries productrices de biens s'est améliorée de 0,5 % en février, tirée principalement par le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière (+1,5 %) ainsi que par le secteur de la fabrication. Les services publics se sont également accrus, tandis que la construction reste inchangée. En revanche, le secteur de l'agriculture continue de reculer (-1,5 %), principalement en raison de la baisse de la production des cultures agricoles. Les prévisions anticipent une croissance du PIB réel de 2,2 % en 2014.

L'indice des prix à la consommation (IPC) à mars augmente de 1,5 % sur un an (après +1,1 % en février). Cette évolution est majoritairement liée à la hausse des prix de l'énergie. Sur une période d'un an, six des huit composantes principales de l'IPC ont affiché une progression. Seuls les prix des soins de santé et des soins personnels (-0,2 %) ainsi que des produits vestimentaires (-1,4 %) baissent sur la même période. Cette tendance à la hausse de l'IPC concerne l'ensemble des provinces canadiennes. À noter toutefois que la province de Terre-Neuve-et-Labrador connaît une inflation légèrement supérieure à la moyenne nationale sur la période considérée (+2 %).

Le taux de chômage diminue au premier trimestre 2014 et représente 6,9 % de la population active à la fin avril. Cette diminution résulte de la baisse du nombre de personnes actives sur le marché du travail et ne doit pas occulter la perte de 29 000 emplois sur la même période. Terre-Neuve-et-Labrador a affiché le taux de chômage le plus élevé du Canada avec un taux atteignant 12,1 % de la population active en avril.

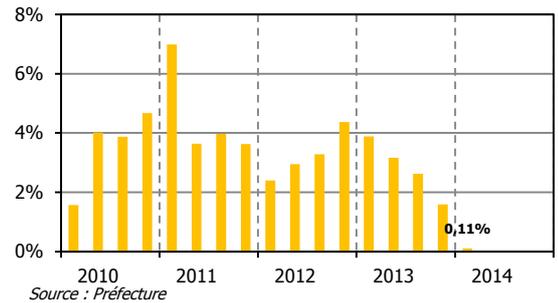
Source : Statistiques Canada

Légère baisse des prix

L'indice des prix à la consommation, dont la progression s'était déjà stabilisée au quatrième trimestre 2013, diminue légèrement au premier trimestre 2014 (-0,5 %). Il faut remonter à décembre 2009 pour observer un fléchissement de l'indice. Cette évolution s'explique principalement par la baisse des prix du fioul de chauffage (-7,9 %), ceux du gaz et de l'électricité restant stables, et dans une moindre mesure par celle des prix des produits manufacturés (-1,4 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation enregistre un ralentissement marqué de son rythme de croissance (+0,1 %), confirmant ainsi la tendance observée au cours de l'année précédente. Cette évolution est essentiellement imputable à la variation des prix du fioul (-12,4 % en glissement annuel).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel des données trimestrielles)



Timide hausse de la consommation des ménages

Au premier trimestre, la consommation des ménages montre des signes d'amélioration.

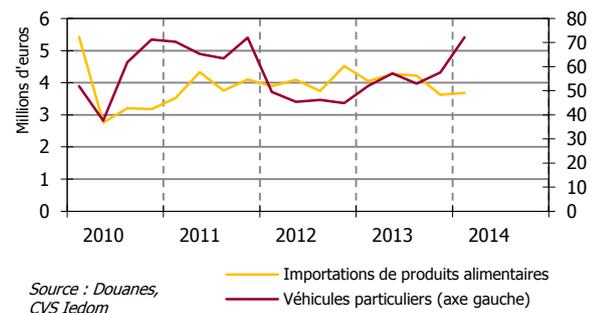
Les importations de produits alimentaires progressent timidement sur le trimestre (+1,8 %, CVS), après avoir connu un net recul en fin d'année 2013 (-14,5 %, CVS).

Les immatriculations de véhicules de tourisme enregistrent, de leur côté, une importante hausse (+25,3 %, CVS sur le trimestre et +38,6 % sur l'année). L'anticipation de l'évolution de la fiscalité en 2014 visant à rehausser la taxation à l'importation de certains véhicules peut contribuer à expliquer cette forte progression.

Parallèlement, les crédits à la consommation des ménages se contractent de 1,4 % sur le trimestre, mais progressent néanmoins de 9,2 % sur un an.

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se dégradent sur le trimestre. Ceci se traduit par l'augmentation du nombre de décisions de retrait de cartes bancaires, ces dernières passant de 2 à 6. De la même manière, 11 incidents de paiement sur chèques ont été enregistrés (aucun au trimestre précédent). Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire reste, quant à lui, inchangé (10 personnes).

Importations des biens destinés aux ménages
(en données CVS)



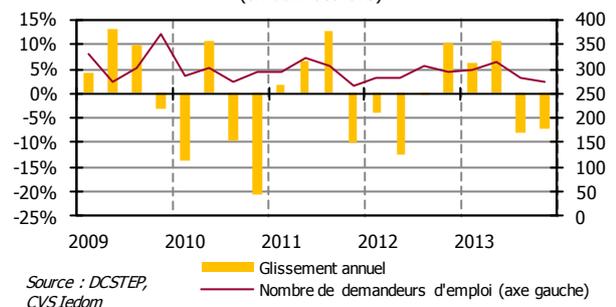
Marché de l'emploi (Données du quatrième trimestre 2013*)

À la fin du mois de décembre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 269 personnes (DEFM de catégorie A).

Malgré une évolution à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi (CVS), moins significative qu'au troisième trimestre (-3,6 %, CVS), la tendance qui se dégage sur un an fait état d'un net recul de ce dernier par rapport à la même période en 2012 (-7,1 %, CVS).

Parallèlement, la reprise constatée sur les offres d'emplois au trimestre précédent se confirme au quatrième trimestre (+20,7 %, CVS).

Demandeurs d'emploi - DEFM A
(en données CVS)



*Information non disponible pour le premier trimestre 2014.

Recul de l'investissement des entreprises

Après une période de forte croissance observée au cours du second semestre 2013, les importations de produits bruts affichent un net retrait sur le premier trimestre 2014 (-28,2 %, CVS). À l'inverse, en glissement annuel, elles continuent à s'inscrire en hausse, progressant de 16,4 % (CVS) sur la période.

Les ventes de véhicules utilitaires connaissent une forte augmentation, tant sur le trimestre (+37,8 %, CVS) que sur l'année (+11,9 %, CVS). La requalification en matière de législation douanière de certains types de véhicules peut notamment expliquer cette évolution.

Les crédits d'investissement, quant à eux, marquent le pas après deux trimestres de hausses consécutifs. Ils enregistrent une légère baisse de 2 % à la fin mars 2014 et s'établissent à 26,6 millions d'euros. Cependant, en glissement annuel, ils s'inscrivent à nouveau en hausse (+6,8 %).

Le taux de sinistralité des crédits aux entreprises diminue par rapport au quatrième trimestre 2013 (-7 %), lui permettant d'atteindre son plus bas niveau enregistré au cours des quatre dernières années.

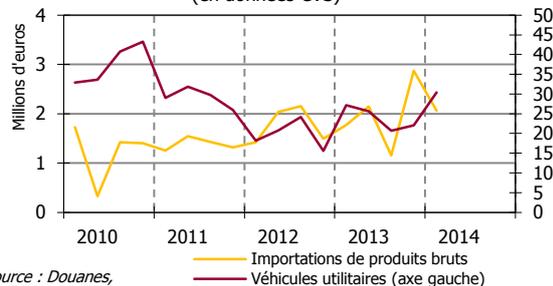
Un ralentissement des importations

Les importations continuent d'augmenter au cours du premier trimestre (+3,2 %, CVS), bien que la progression soit moins soutenue qu'au trimestre précédent (+8,1 %, CVS). Cette tendance est principalement attribuable aux importations de produits manufacturés (+11,8 %, CVS) et dans une moindre mesure à celle des autres produits (+3,2 %, CVS). Les importations de produits bruts, pour leur part, se contractent fortement (-28,2 %, CVS).

Sur un an, cette croissance des importations se vérifie également (+8,1 %, CVS) tirée par les importations de produits manufacturés (+27,5 %, CVS) et de produits bruts (+16,4 %, CVS).

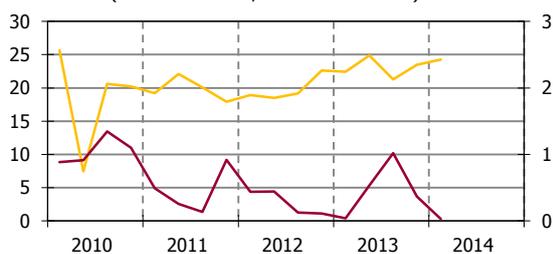
À l'inverse, les exportations diminuent presque de moitié sur le trimestre (-91,8 %, CVS). Cette diminution traduit principalement la fin de l'effet exceptionnel généré par les ventes inhabituelles de métaux de recyclage en direction de l'Europe. En glissement annuel, les exportations connaissent également une baisse significative (-23,5 %, CVS).

Importations des biens destinés aux entreprises (en données CVS)



Source : Douanes, CVS Iedom

Échanges commerciaux (en données CVS, en milliers d'euros)



Source : Douanes, CVS Iedom

LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

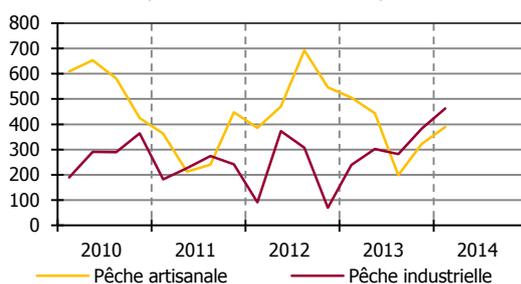
Confirmation de l'évolution favorable de l'activité de pêche

L'orientation à la hausse des prises de pêche industrielle enregistrée à la fin de l'année 2013 se confirme au premier trimestre 2014 (+20,9 %, CVS). Le retour en activité du chalutier *Béothuk*, l'un des trois principaux navires de pêche industrielle, contribue à expliquer cette tendance. En glissement annuel, le tonnage de prises a presque doublé (+94,1 %, CVS) pour atteindre 908 tonnes ce trimestre.

La pêche artisanale suit la même évolution sur le trimestre (+20,5 %, CVS). Cependant, en glissement annuel le volume des prises diminue (-23 %, CVS).

Les activités de la pêche artisanale et industrielle totalisent 923 tonnes de prises ce trimestre. Les prises de morue contribuent pour l'essentiel des volumes (759 tonnes), suivies de loin par la raie (45 tonnes) et l'églefin (37 tonnes).

Prises de pêches artisanales et industrielles (en données CVS, en tonnes)



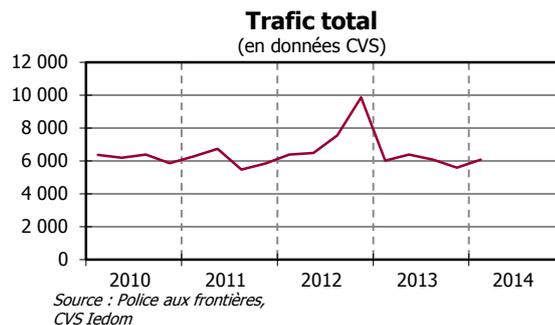
Source : DTAM / Pôle Maritime, CVS Iedom

Stagnation du tourisme sur l'archipel

Le trafic total au cours du premier trimestre 2014 repart à la hausse par rapport à la fin de l'année passée (+8,3 %, CVS).

L'évolution annuelle de l'activité touristique sur l'archipel demeure toutefois assez mitigée dans son ensemble. En effet, par rapport à la même période en 2013, le trafic total et le nombre d'entrées de touristes stagnent (respectivement +0,7 % et +0,4 %, CVS).

Cette tendance se traduit de façon distincte en fonction de la nationalité des visiteurs. Ainsi, le nombre de touristes canadiens, qui représente toujours la part la plus importante des entrées, progresse de 49,5 %. Cette progression est compensée par la baisse du nombre de touristes français et des autres nationalités (respectivement -10,4 % et -20 %).



ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Avertissement méthodologique : à partir du deuxième trimestre 2013, les données représentées sont, en général, corrigées des variations saisonnières. Le traitement peut être effectué par l'organisme producteur des données ou bien par l'IEDOM (méthode ARIMA X-12)...

[Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. CARON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : Juin 2014 – Dépôt légal : Juin 2014 – ISSN 1952-9619